

## *Éléments pour comprendre l'affaire de la MNEF*

Note liminaire: ce texte est destiné à l'édification des militants de l'UNEF Paris IV (AGEPS), et de ceux à qui nous voudrions faire savoir comment elle édifie ses militants. Il ne s'agit que d'un brouillon, qui n'a pas vocation à être publié. Il est évident que, pour une publication *chacune* de ses phrases devrait être précédée par "Il y a des méchants qui disent que", et conclue par "Évidemment, nous ne prendrons pas position sur ce point".

L'auteur de ces lignes tient aussi à avertir ceux que le contenu de ce texte gênerait qu'il y a mis tout ce qu'il sait de la question, que cela a été relativement diffusé déjà, et donc que son élimination physique ne leur serait d'aucune utilité.

### **I- Vous avez dit "révélations" ?**

Un premier point est à souligner: l'ampleur du scandale de la MNEF dépasse tout ce qui a été dit, et tout ce que vous pouvez imaginer.

Il est dans la nature des choses qu'une mutuelle serve de pompe à fric aux orgas qui en assument la gestion. Dans les années soixante-dix, la MNEF a été l'enjeu de conflits permanents entre les différentes composantes du mouvement étudiant (dont l'UNEF). C'est le bazar, mais ce pluralisme garantit que les bornes ne soient pas dépassées. Néanmoins, vers 1980, le déficit est monstrueux, ce qui favorise l'opération qui suit: la prise en main totale de la MNEF par deux petits groupes, l'un autour de Jean-Marie Le Guen (PS, actuellement député de la 9e de Paris et premier fédéral), l'autre de Jean-Christophe Cambadélis (lambertiste, qui passera au PS en 1986, aujourd'hui député de la 19e de Paris et numéro 2 national).

La gestion est incontestablement rationalisée... mais pas au profit des cotisants. Désormais, il faut distinguer dans le mouvement étudiants trois niveaux. D'abord, ceux qui tiennent la MNEF, l'axe Camba-Le Guen, qui se retrouve bientôt —le monde est tout petit— à la base du courant Jospin du PS, qui financent par elle l'essentiel de leurs activités, en particulier l'U-ID jusqu'en 1993/94.

Ensuite, ceux qui dépendent de la MNEF, qui n'ont aucun pouvoir de décision, mais touchent beaucoup d'argent à titre de compensation: le courant Juju Dray (donc SOS racisme et l'U-ID après 1993/94), les rocardiens... et bien d'autres. Enfin, ceux qui, depuis 1983, sont exclus de la MNEF à l'insu de leur plein gré: l'UNEF, les communistes, les moins corruptibles des groupes d'extrême-gauche. C'est appuyée sur l'argent de la MNEF (et par ailleurs sur le soutien de l'Élysée), que l'U-ID émerge et dépasse l'UNEF dans les années quatre-vingt.

Cela, tout le monde le savait. Quand on vous parle de "révélations", on se fout de votre gueule. C'est semble-t-il à la suite de bagarres au niveau du noyau dirigeant que l'affaire est devenue publique au printemps 1998.

Son étouffement a été compliqué par la réaction des Juju, qui ont vu là l'occasion de prendre directement le contrôle de la mutuelle<sup>1</sup>. On a vu ainsi l'U-ID, principale bénéficiaire du scandale, souffler sur les flammes en

affirmant sans rire que tout cela était inadmissible et que la MNEF devait être rendue aux étudiants, c'est à dire lui être rendue.

Humour impressionnant. Mais à ce jeu, les camba sont imbattables (d'ailleurs, ce sont eux qui ont formé Pouria). Ils réagissent en lançant la tendance mutualiste pour défendre... l'indépendance de la MNEF.

Il y aura des élections (du jamais vu à la MNEF depuis 1983 !) et, c'est promis, ils vont se faire la guerre, la vraie. Sur les chaînes d'inscription en juillet et septembre, entre les courtiers camba de la MNEF et les juju de l'U-ID, c'est déjà la guerre. En Sorbonne, les camarades cambadélistes aiment beaucoup l'UNEF qui, elle, fait du syndicalisme (il leur aura fallu 27 ans pour s'en apercevoir), et nous recommandent chaudement à ceux de leurs clients qui cherchent un syndicat. Comment s'en plaindre ? C'est gratuit.

C'est bien imité, leur guerre. Peut-être y croient-ils vraiment. Mais il n'y a pas besoin d'être très malin, quand on est un peu informé, pour deviner que c'est une farce. Vu l'enjeu, ils ne peuvent prendre le risque d'aller au vote, qui impliquerait un déballage public. D'ailleurs, tous les affrontements Juju-Camba ont commencé par des déclarations de haine inexpiable et se sont terminés par des accords pourris sans vote.

Ça ne rate pas. L'accord pourri est signé à l'automne. Pouria sera président, mais pour rire, car les Juju seront minoritaires dans l'instance de décision. Les rocardiens, qui comme d'habitude avaient pensé se faire des couilles en or en se vendant à l'un ou à l'autre pour arbitrer l'affrontement qui n'aura pas lieu sont cocus, comme d'habitude. Les camarades cambadélistes, le 19 janvier font activement campagne en Sorbonne pour tenter de sauver l'U-ID Juju de Paris IV. Ils ont oublié comme ils aimaient l'UNEF.

Et l'UNEF, dans tout ça ? Vous avez déjà pu constater qu'elle n'apparaissait pas dans les premiers rôles.

### **II- Tintin au pays des mutualistes, ou l'intervention de l'UNEF dans l'affaire**

La première réaction au niveau de l'Union nationale fut de se réjouir bruyamment, le bête sectarisme anti U-ID se défilant<sup>2</sup>. Personne ne se dit que quand la maison du voisin brûle, aussi haïssable soit-il, il n'est pas très malin d'applaudir.

On en parla au CN de mai: juste consolation après la débandade du CROUS. La grande idée était que l'UNEF devait réinvestir la MNEF. On va se présenter aux élections, et comme on est les seuls purs tous les étudiants vont voter pour nous.

On cherche quand même des alliés, puisqu'on est contre le monopole. C'est là qu'intervient le sympathique Mathieu Séguéla. S'étant brouillé à la fois avec Juju et Camba, il adopte, faute de mieux, le rôle de Monsieur Propre. Pas évident, quand on est trésorier sortant ! C'est pourquoi, et aussi parce qu'il est très seul, il cherche à embaucher l'UNEF, qui donne d'abord dans le panneau au delà de ses espérances: conférence de presse commune pour dénoncer tous les autres, grand show à la fête de l'*Huma*.

Au CN de rentrée, on ne parle que de ce personnage, et la direction nationale ouvre le parapluie "Séguéla connaît

<sup>1</sup> Depuis 1994, Juju a pris l'U-ID à Camba. Mais il ne contrôle pas la MNEF, qui tient l'U-ID par les couilles. Ainsi, nous somme quelques uns à savoir que si Pouria est devenu en 94 président, quand tout le monde attendait Manue Paradis, c'est que la MNEF a mis son veto.

<sup>2</sup> Le sectarisme anti U-ID n'est pas bête en soi. Celui là l'est.

pas". (Des contacts ont néanmoins encore eu lieu. J'ai eu la chance de croiser Monsieur Propre au BN en décembre). Sur tout le reste, on s'entend merveilleusement: nous sommes tous pour imposer la fin des filiales, le tarif unique, et presque tous pour refuser l'alliance avec les pourris (sauf Alex, de Jussieu, qui ne nous explique pas comment les deux sont compatibles à ses yeux. La suite le montrera...). Paris IV reste discret sur ces questions.

Ensuite, plus de nouvelles. D'ailleurs, comme l'accord entre Juju et Camba est signé, plus personne ne parle de la MNEF. Tout le monde s'endort. Au CN suivant, c'est à propos d'Attali qu'on s'étripe.

Le réveil est brutal quand la date des élections est fixée. Le BN décide qu'il est pour l'unité (on nous l'a rappelé dimanche 31), mais à condition qu'il n'y ait pas hégémonie de l'U-ID, et surtout qu'il n'y ait personne de compromis dans le scandale sur la liste (cela, presque tout le monde l'avait oublié dimanche 31). Autant dire: nous allons faire l'unité, mais tous seuls.

Un léger problème: comment trouver 65 militants inscrits à la MNEF répartis dans toutes les académies ? On aurait pu y penser plus tôt, mais on ne l'a pas fait. Panique, persécution téléphonique des AGE... L'UNEF Caen doit quasiment forcer un de ses adhérents à prendre sa carte à la MNEF. La liste se monte tant bien que mal, mais on ne sait toujours pas sur quelle plate-forme (ce qui inquiète un peu les gauchistes par ailleurs ravis par la liste séparée).

On ne le saura jamais. Mercredi 20 janvier, jour limite pour le dépôt, à neuf heures, nos camarades de l'UNEM, qui ont choisi (quelle folie !) de travailler avec l'UNEF, ont rendez-vous avec Karine pour composer la liste. Personne. A 14 heures, ils arrivent à la joindre, apprennent et nous apprennent qu'il y a accord avec l'U-ID. Plus besoin de Marocains (Karine conseille à Khalid d'appeler Pouria s'il veut participer à la liste. Il aurait mieux fait de commencer par là). Plus besoin de Paris IV.

La plate-forme est celle de Pouria, à quelques virgules près, humoristiquement intitulée *Changer la MNEF*. Il y a cinq places éligibles pour l'UNEF. Lot de consolation: la deuxième place pour Karine. Comment sont désignés les quatre autres ? Mystère. Deux membres de la majorité du BN, un Lyonnais inconnu de nous mais qui défendra au CN suivant l'existence des filiales, et Thomas Danglot, de Jussieu, AGE jadis étiquetée oppositionnelle, mais dont personne n'a plus entendu parler depuis longtemps.

L'UNEF n'avait *a priori* rien à perdre dans cette affaire. Elle a réussi à s'y couvrir de ridicule. Résultat subsidiaire: sur une question secondaire, la direction nationale a dressé contre elle, à deux mois du congrès, une partie des AGE

### III- La position de Paris IV ou ce qu'il aurait fallu faire

Les causes en sont tragiquement simples: ignorance totale de ce qu'est la MNEF, tendance structurelle à confondre syndicalisme et scoutisme, incapacité totale à faire élaborer démocratiquement sa ligne par l'organisation.

L'UNEF s'est ridiculisée parce qu'elle a été incapable de prendre en compte les enjeux réels de l'affaire de la MNEF.

La liste séparée avait la faveur des AGE oppositionnelle et, jusqu'à l'avant-dernier instant, de la majorité. Pas la nôtre. Pour beaucoup de camarades, il s'agissait d'aller à la MNEF pour y être minoritaires mais y porter les revendications des étudiants en matière de santé. Mais on ne peut pas aller à cette élection comme à une élection d'UFR: se présenter, c'était revendiquer la gestion de la MNEF, que nous étions incapables d'assumer, et perdre

ainsi toute crédibilité, le processus électoral contrôlé par Juju et Camba nous garantissant de toute façon un score grotesque, et quelques élus ultra-minoritaires dans un organisme, l'AG de la MNEF, qui n'a pas d'autre fonction que d'élire le CA (au scrutin majoritaire, admirez l'astuce). L'intérêt des étudiants n'est pas que l'UNEF soit grotesque.

Restaient donc deux solutions. La première, de facilité, était le boycott de ces élections truquées, facilement théorisable, facilement explicable. Dans l'état de nos forces, c'était peut-être la plus raisonnable.

Nous préférons cependant l'autre, plus risquée: nous incruster sur la liste victorieuse d'avance, qui avait quelque raison de nous accepter pour renforcer sa crédibilité. Cela pouvait permettre à l'UNEF de remettre un petit pied dans la MNEF, et donc de commencer à la rendre non aux étudiants (c'est une farce !), mais au pluralisme du mouvement étudiant, relative garantie d'une gestion plus saine.

Cette solution aurait été la meilleure si l'UNEF avait été capable de l'adopter. Elle en était incapable et l'a prouvé.

1) La liste unique était parfaitement (nous venons de le prouver) théorisable. Encore fallait-il essayer. Or dimanche, les camarades nous sont apparus comme incapables de défendre leur position, sans doute parce qu'elle leur était imposée d'ailleurs, et ont sombré dans des discours calamiteux dans le contexte actuel sur l'unité syndicale<sup>3</sup>.

2) La plate-forme est inacceptable. Nous aurions pu obtenir des Juju et Camba d'autant plus d'engagements qu'ils n'ont l'intention d'en tenir aucun. Mais cela était impossible en se ralliant au dernier moment.

3) Il aurait fallu associer l'ensemble des AGE à la démarche. Elles ont été mises devant le fait accompli pour l'accord, et pour la désignation des candidats. Les AGE qui essaient de participer à la vie de l'Union nationale sans être toujours en accord avec sa ligne ont été ignorées, à commencer par la nôtre<sup>4</sup>.

L'Union nationale ne borne pas son mépris à ses militants: elle l'étend aussi à ses partenaires. Le prouve la façon dont a été traitée l'UNEM, sollicitée tant qu'il s'agissait de partir en guerre, abandonnée sitôt l'accord signé. Les camarades prétendent depuis que l'UNEM refusait par principe tout accord avec l'U-ID. C'est faux. Elle pensait seulement être associée à cet accord en tant que partenaire de l'UNEF.

Reste maintenant une question cruciale: comment nous en tirer ? Elle se pose à deux niveaux.

D'abord, celui de la campagne électorale. Nos camarades de l'U-ID ont déjà commencé à diffuser dans leur épicerie la plate-forme de merde signée par l'UNEF. Il va falloir trouver une position dialectique pour expliquer ça aux étudiants sans détruire la crédibilité du syndicat.

Ensuite, celui du congrès de l'UNEF. Nous devons d'une part éviter que cette question le pourrisse (comme le cas Faverjon avait pourri le précédent), mais agir pour que les graves faiblesses qu'elle révèle soient corrigées

<sup>3</sup> Nous sommes pour, bien sûr, mais pas en la décrétant du sommet par un tel accord.

<sup>4</sup> Si vous espérez que je vais avouer ici qu'il aurait suffi qu'un des cinq candidats parachutés sur la liste soit de Paris IV pour que toutes nos objections tombent, vous vous trompez lourdement.